

*Questions orales*

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire pour le vice-premier ministre.

Non seulement les politiques économiques du gouvernement ont échoué, mais elles ont lessivé les Canadiens. Si le gouvernement avait écouté les Canadiens, nous ne serions pas dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui.

[Français]

La meilleure chose que le gouvernement pourrait faire aujourd'hui pour rapprocher les Canadiens, les Canadiennes, pour les unir dans la fierté et dans l'espoir, serait d'écouter les familles qui souffrent, qui subissent le fardeau de trop de taxes. Ma question s'adresse donc au vice-premier ministre.

Va-t-il enfin écouter, et retirer la TPS? Va-t-il enfin écouter, et proposer un impôt minimum sur les sociétés rentables qui maintenant ne paient aucun impôt?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la députée prétend que nos politiques ont échoué. Comment se fait-il, dans ce cas, que notre taux de croissance économique n'a été dépassé que par celui du Japon de 1984 à la fin de 1989? Comment se fait-il que nous occupons le premier rang parmi les pays industrialisés pour la création d'emplois? Les politiques de notre gouvernement fonctionnent bien, au contraire.

Le chef du NPD prétend que nous devrions jeter la TPS aux orties. Elle s'inquiète pour l'économie. Si nous écoutons ce que les experts qui comprennent le régime fiscal du Canada ont dit en 1940, 1956, 1963, 1966, 1976 et 1983, ils n'ont cessé de nous recommander de supprimer la taxe de vente fédérale actuelle et de lui substituer un nouveau type de taxe à la consommation, si nous voulions que notre économie soit plus saine.

Si la députée veut bien remonter un peu en arrière, qu'elle me laisse demander aux députés libéraux ce que Jean Chrétien dit maintenant, ou plutôt ce qu'il disait la semaine dernière. . .

**M. le Président:** La députée du Yukon.

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Pêches et des Océans.

Je le répète, il sera aujourd'hui question à la Chambre de l'unité canadienne et d'écouter les Canadiens. Il y a trois jours, lorsque je me trouvais à Terre-Neuve, j'ai discuté avec les travailleurs de Grand Bank qui veulent qu'on les écoute eux aussi. Le mode de vie de ces gens et de milliers d'autres comme eux a été bouleversé parce que le gouvernement actuel a eu pour politique économique de confier les pêches aux entreprises et de ne pas travailler dans l'intérêt des Canadiens.

Il se déroule ici à Ottawa au moment où je vous parle une conférence sur le développement durable dans les pêches et je voudrais que le ministre des Pêches et des Océans nous dise pourquoi il a refusé d'inviter un seul des syndicats représentant les pêcheurs et les travailleurs d'usine; pourquoi il ne veut pas entendre ces experts; pourquoi il ne veut pas entendre les gens qui connaissent le secteur parce qu'ils y travaillent tous les jours?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, si la députée ne cherche qu'à donner l'impression que ce ministre des Pêches n'est pas à l'écoute des pêcheurs de la région de l'Atlantique, elle se trompe.

Je suis constamment en contact avec les pêcheurs, avec les syndicats de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard tout comme de ceux de la côte ouest.

La députée joue pour la galerie à la Chambre et veut prétendre que le ralentissement économique dans les pêches de l'Atlantique s'explique par une mauvaise gestion de l'économie.

Je voudrais simplement lui rappeler que nous n'avons jamais réduit les quotas des pêcheurs côtiers qu'elle a rencontrés. Nous avons réduit les quotas des grandes entreprises, mais jamais ceux des pêcheurs côtiers. Comment peut-elle venir faire des observations aussi absurdes à la Chambre?

\* \* \*

[Français]

**L'EMPLOI**

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, la compagnie MIL annonçait la mise à pied de 700 employés à Tracy, Québec, dont 400 sont prévues pour décembre de cette année, donnant plus de 12 000 mises à pied annoncées pour la région de Montréal depuis un an. En même temps, le gouvernement a fait des coupures significatives à l'assurance-chômage.